

L'économie du Portugal

Le taux de croissance du Portugal a été le plus élevé des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) au cours des cinq dernières années (4,2 % en 1990), et il devrait se maintenir à 3 % en 1992.

Bien que les avantages de l'adhésion à la Communauté européenne (CE), en 1986, aient été considérables, il reste beaucoup à faire pour amener l'économie et la société du Portugal plus près des moyennes qui prévalent au sein de la CE, notamment lorsqu'il s'agit du développement de l'infrastructure, de la diversité industrielle et de l'accès aux dernières technologies.

En 1990, le revenu annuel par habitant était de 7 100 \$, environ la moitié de celui de l'Espagne et le plus faible de la CE. Près du quart de la population active travaille dans le secteur de l'agriculture qui compte pour moins de 10 % du produit national.

L'inflation, qui avait progressivement diminué après l'adhésion du Portugal à la CE, passant de 23 % en 1985 à 9 % au début de 1988, est remontée à environ 11,4 % à la fin de 1991. Cela a empêché le Portugal d'adhérer au mécanisme de parités du Système monétaire européen (SME), et a nui aux gains à la consommation que le pays aurait pu réaliser.

Les déficits du secteur public continuent d'être un problème chronique. Pour le régler, le gouvernement compte diminuer les dépenses gouvernementales, de même que moderniser et rationaliser ses services publics. Officiellement, le taux de chômage du Portugal, qui se situait à 4,7 % en 1990, est l'un des plus faibles de la CE, mais le pourcentage des emplois comblés pour une période déterminée demeure relativement

élevé. Au fur et à mesure que le Portugal s'adapte au marché unique de la CE, les bouleversements sociaux sous forme de mises à pied massives par des multinationales et de fermetures d'industries nationales non concurrentielles (phénomène de restructuration que connaît bien l'industrie nord-américaine) se font de plus en plus nombreux.

Le gouvernement de M. Cavaco Silva a mis en place un programme de réformes qui comprend, notamment, de nouvelles lois régissant le travail, la fiscalité, les communications et l'agriculture. La politique économique du gouvernement repose sur la libre entreprise; aussi a-t-il privatisé des entreprises publiques (banques, manufactures) qui avaient été nationalisées tout de suite après la révolution.

À l'été de 1990, le gouvernement a défini les objectifs économiques du pays par l'adoption du QUANTUM (Plan national d'adaptation à la transition vers l'union économique et monétaire). Ce plan vise à gérer la transition de l'économie en prévision de la deuxième étape de l'Union économique et monétaire de la CE, prévue pour 1994.

Le Portugal dépend toujours fortement du pétrole importé, qui représente près de 70 % de ses approvisionnements énergétiques. Un nouveau projet de distribution de gaz naturel à l'échelle du pays, qui comprend un terminal d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL), sera prêt d'ici 1995. Ce projet, qui a reçu d'importants appuis financiers de la CE, devrait permettre au Portugal de réduire à environ 40 % sa dépendance à l'égard du pétrole importé, le gaz répondant aux autres 30 % des besoins énergétiques importés.